

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 31 mai 2023

Objet n° 5 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Frederic Nimal, Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, MM. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Mme Lorraine De Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, M. Hasan Koyuncu, Mme Done Sonmez, MM. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mmes Leila Lahssaini, Lucie Petre, MM. Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mmes Naima Belkhatir, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM. Hamza Boukhari, Cedric Mahieu, Elyass El Yakoubi, Mamadou Bah, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Mme Maite Bodart, MM. Quentin Vanbaelen, Maxime Baudaux, Didier Schiffeleers, Mme Marie Gervais, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: M. Michel De Herde, Échevin; M. Ibrahim Dönmez, Mmes Claire Geraets, Fatima Ben Abbou, MM. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Mme Emel Kose, Conseillers communaux.

#Objet : Règlement relatif à la politique communale de stationnement #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 21 voix contre 16 et 3 abstention(s).

Vu la Nouvelle Loi communale et notamment ses articles 117 et suivants ;

Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière;

Vu l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière, modifiée par l'Ordonnance du 20 juillet 2016 ;

Vu l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route);

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation, tel que modifié par l'arrêté Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 octobre 2022 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2017 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers ;

Vu l'Arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées;

Vu l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement;

Vu le Code de la route ;

Vu les éventuelles modifications des textes non-mentionnées ci-dessus ;

Vu le Plan d'action communal de stationnement du 25 mai 2016 ;

Vu le courrier de la Ministre de la Mobilité du 25 avril 2023, clarifiant l'articulation des compétences entre la Région et les Communes concernant le stationnement en voirie ;

Revu sa délibération du 30 juin 2021 votant la modification du règlement relatif à la politique communale de stationnement ;

Considérant qu'une meilleure rotation des emplacements de stationnement doit être poursuivie et qu'il convient dès lors d'établir les redevances en concordance avec la période de stationnement généralement utile et nécessaire ;

Considérant que l'extension des zones réglementées de stationnement de même que la pression au niveau du stationnement nécessite de donner aux habitants de la commune des facilités de stationnement ;

Considérant que la commune est densément bâtie, avec une part importante dédiée au logement, et qu'il convient donc d'éloigner autant que possible le stationnement des véhicules de plus de 4,9 mètres et/ou de 3,5 tonnes et plus pour des raisons, d'une part, de sécurité vis-à-vis des piétons et des enfants et, d'autre part, pour des raisons de confort des riverains, notamment l'entrave à la luminosité et la diminution de la visibilité ;

Considérant la nécessité de limiter la pression du stationnement en soirée, il y a lieu de fixer un tarif différentiel selon l'heure de fin de validité des cartes de stationnement pour les entreprises et indépendants ;

Considérant que la réduction, la création et l'amélioration des possibilités de stationnement entraînent pour la commune des charges importantes en personnel et en moyens financiers ;

Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs et techniques, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;

Considérant que pour permettre une meilleure lecture de la problématique du stationnement il est opportun d'insérer dans ce règlement celui réactualisé relatif aux cartes communales de stationnement ;

Considérant que, comme stipulé dans le courrier de la Ministre du 25 avril 2023, les tarifs des redevances horaires et forfaitaires sont fixés dans l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation, tel que modifié par l'arrêté Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 octobre 2022, et que l'intervention communale en la matière est limitée à la mise en œuvre opérationnelle de ces tarifs ;

Considérant que les Communes restent compétentes pour déterminer les tarifs des cartes de dérogations « riverain », « professionnel » et « visiteur », sous réserve du respect des minimas fixés par le Gouvernement ;

Vu, pour le surplus, les rapports du Collège des Bourgmestre et Echevins des 10 janvier, 7 février et 23 mai 2023 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins :

ARRETE :

Le règlement délibéré par le Conseil communal du 30 juin 2021 est remplacé comme suit :

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION DU RÈGLEMENT COMMUNAL DE STATIONNEMENT

Article 1^{er} :

Le règlement est applicable sur toutes les voiries publiques et à tout véhicule à moteur.

CHAPITRE II - DÉFINITIONS

Article 2 :

Pour l'application du présent règlement, il est entendu par :

1. Agence du stationnement : l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles- Capitale, telle que définie dans le Chapitre 7 de l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et les modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;
2. Arrêté : l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation tel que modifié par l'arrêté du 20 octobre 2022 ;
3. Autocar : tout véhicule à moteur conçu et construit pour transporter exclusivement des passagers assis comportant, outre le siège du conducteur, plus de huit places assises telles que définies à l'article 2.66 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique
4. Cartes de dérogation : les cartes de dérogation visées par l'Ordonnance étant entendu que les cartes de dérogation peuvent être « matérialisées » ou « dématérialisées » ;
5. Connexion : identification électronique en vue de charger ou de payer un tarif de rotation auprès de l'exploitant de l'infrastructure de recharge de véhicules électriques ;
6. Disque de stationnement : le disque de stationnement visé à l'article 27.1.1. de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et défini à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 1er décembre 1975 déterminant les caractéristiques de certains disques, signalisations et plaques (marques d'immatriculation) prescrits par le règlement général sur la police de la circulation routière ;
7. Emplacement réservé : emplacement de stationnement destiné à des catégories spécifiques de véhicules, de personnes ou d'activités tel que définies à l'article 12 l'Ordonnance du 6 juillet 2022 ;
8. Entreprises et indépendants : la personne ou l'entreprise ayant son siège social ou d'exploitation dans la Région de Bruxelles-Capitale. Par 'personne', il y a lieu d'entendre le titulaire d'une profession libérale ou l'indépendant. Par 'entreprise', il y a lieu d'entendre toute personne morale quel que soit son statut, notamment les sociétés reprises à l'article 2 du Code des sociétés, les institutions publiques et privées, les établissements réservés aux cultes visés par la loi sur le temporel des cultes et l'ordonnance du 29 juin 2006 relative à l'organisation et au fonctionnement du culte islamique, les établissements d'assistance morale du Conseil central laïque visés par la loi du 21 juin 2002, les établissements d'enseignement non obligatoire, les hôpitaux, cliniques, polycliniques et dispensaires de soins, les œuvres de bienfaisance et les ASBL ;
9. Etablissement d'enseignement : tout établissement organisé, reconnu ou subventionné par une communauté et les crèches publiques ou qui appliquent des tarifs liés au revenu, implantés dans la Région de Bruxelles-Capitale ;
10. Borne de recharge électrique : infrastructure permettant la recharge d'un ou plusieurs véhicules électriques. La borne comporte au minimum un point de charge matérialisé par un socle de prise ;
11. Ménage : le ménage est constitué soit par une personne vivant habituellement seule, soit par plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de parenté, partagent la même résidence principale. La composition du ménage est attestée par une composition de ménage, extraite du Registre national ;
12. Ordonnance : l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et les modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;
13. Période de stationnement : période de 4 heures 30 minutes qui débute à compter de la délivrance de l'invitation à payer la redevance forfaitaire visée à l'article 14, § 2 de l'Ordonnance du 6 juillet 2022 ;
14. Plan de déplacements d'entreprise : le plan de mobilité élaboré par ou pour une personne morale ou un indépendant, qui analyse et décrit ses besoins en mobilité ;
15. Plan de déplacements scolaire ou équivalent : le plan de mobilité élaboré par ou pour une personne morale ou un établissement scolaire, qui analyse et décrit ses besoins en mobilité ;
16. Raccordement : branchement physique d'un véhicule électrique à la borne électrique, telle que définie dans le présent article, en vue de recharger ledit véhicule ;
17. Second lieu de résidence ou résidence secondaire: une résidence secondaire sur le territoire de la Commune pour laquelle le propriétaire s'acquitte de la taxe communale sur les secondes résidences ;
18. Secteur de stationnement et maille : la zone géographique qui délimite les voies sur lesquelles la carte de dérogation est valable. Chaque secteur de stationnement est composé de différentes mailles sauf si le Conseil communal décide d'appliquer des secteurs de stationnement fixes conformément à l'article 46ter de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation.
19. Ticket de stationnement : document délivré par l'horodateur conformément au présent règlement. Le ticket de stationnement peut être soit gratuit, pour une durée d'1/4 d'heure, soit payant pour une durée déterminée par l'utilisateur et/ou le type de zone réglementée. Le ticket « physique » de stationnement peut être remplacé par toute forme virtuelle (enregistrement de la marque d'immatriculation du véhicule via le clavier de l'horodateur, paiement électronique, etc.) ;
20. Usager : la personne au nom de laquelle le véhicule à moteur est immatriculé ;
21. Voitures partagées : les véhicules des opérateurs de carsharing au sens de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-

Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés, et ses modifications ;

22. Voitures partagées entre particuliers : les véhicules partagés au travers d'un système de partage de voitures pour les particuliers agréé par Bruxelles Mobilité au sens de l'arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2017 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers ;
23. Zones réglementées : les zones telles que définies aux articles 2, 3 et 4° de l'Ordonnance et l'article 3 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation et ses modifications ultérieures ;
24. Redevance de stationnement horaire : contrepartie financière due pour la mise à disposition d'un emplacement de stationnement au-delà du temps requis pour l'embarquement ou le débarquement de personnes ou de choses au sens de l'article 2.23 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et établie en vertu de l'article 14, § 1^{er} de l'Ordonnance du 6 juillet 2022 ;
25. Redevance de stationnement forfaitaire : contrepartie financière établie en vertu de l'article 14, § 2 de l'Ordonnance du 6 juillet 2022 ;
26. Zone de Police : une des six zones de la Police locale de la Région de Bruxelles-Capitale qui regroupe plusieurs communes ;
27. Marque d'immatriculation : marque d'immatriculation au sens de l'article 20 de l'AR du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules (plaque d'immatriculation).

TITRE II - ZONES REGLEMENTÉES

CHAPITRE I - TYPES DE ZONE

Section 1 - Zone rouge

Sous-section 1 - Durée

Article 3 :

La durée de stationnement en zone rouge est limitée à 2 heures.

Sous-section 2 - Montant

Article 4 :

Le montant de la redevance en zone rouge est fixé à l'article 12 de l'Arrêté

Article 5 :

En cas de non-paiement de la redevance de stationnement horaire ou de méconnaissance de la durée de stationnement gratuit ou de la durée de stationnement pour laquelle une redevance a été payée ou en cas d'absence de carte de dérogation valide, la personne visée à l'article 37 est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de stationnement forfaitaire dont le montant est fixé à l'article 13 de l'Arrêté pour deux heures de stationnement. Ce tarif sera multiplié par 2 pour les véhicules de plus de 4,9 mètres et par 4 pour les véhicules ayant une masse maximale technique admissible de plus de 3,5T.

Sous-section 3 - Horaire

Article 6 :

L'utilisation d'un emplacement de stationnement situé dans la zone rouge est soumise aux conditions d'utilisation définies à l'article 9, § 1^{er}, 1° de l'Ordonnance du 6 juillet 2022 tous les jours de la semaine de 9 heures à 18 heures à l'exception des dimanches et des jours fériés légaux, sauf si d'autres jours ou plages horaires sont définis par la signalisation ou sur les horodateurs.

Section 2 - Zone verte

Sous-section 1 - Durée

Article 7 :

La durée de stationnement n'est pas limitée dans le temps.

Sous-section 2 - Montant

Article 8 :

Le montant de la redevance en zone verte est fixé à l'article 24 de l'Arrêté.

Article 9 :

En cas de non-paiement de la redevance de stationnement horaire ou de méconnaissance de la durée de stationnement gratuit ou de la durée de stationnement pour laquelle une redevance a été payée ou en cas d'absence de carte de dérogation valide, la personne visée à l'article 37 est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de stationnement forfaitaire dont le montant est fixé à l'article 25 de l'Arrêté. Ce tarif sera multiplié par 2 pour les véhicules de plus de 4,9 mètres et par 4 pour les véhicules ayant une masse maximale technique admissible de plus de 3,5T.

Sous-section 3 - Horaire

Article 10 :

L'utilisation d'un emplacement de stationnement situé dans la zone verte est soumise aux conditions d'utilisation définies à l'article 9, § 1^{er}, 2° de l'Ordonnance du 6 juillet 2022 tous les jours de la semaine de 9 heures à 21 heures à l'exception des dimanches et des jours fériés, sauf si d'autres jours ou plages horaires sont définis par la signalisation ou sur les horodateurs.

Section 3 - Zone de livraison

Sous-section 1 - Durée et montant

Article 11 :

Une redevance forfaitaire du montant fixé à l'article 34 de l'Arrêté est due en cas de stationnement sur une zone délimitée par un panneau E9.a tel que défini à l'article 70.2.1 de l'arrêté royal du 12 décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, complété par un panneau additionnel « payant sauf livraisons » précisant la période horaire de réglementation et le montant de la redevance forfaitaire.

Article 12 :

Aucune redevance forfaitaire n'est due lorsque le véhicule est en cours de livraison. Un véhicule est considéré comme étant en cours de livraison lorsqu'il est à l'arrêt et qu'une action de chargement ou de déchargement de biens en lien avec le véhicule est constatée.

Article 13 :

Les cartes de dérogation ne sont pas valables en zone de livraison.

Article 14 :

La durée d'utilisation d'une place de stationnement n'est pas limitée en zone de livraison.

Sous-section 2 - Horaire

Article 15 :

Les modalités de la réglementation de la zone de livraison sont précisées sur le panneau additionnel « payant excepté livraison ».

Section 4 - Zone « abords d'école »

Sous-section 1 - Durée

Article 16 :

L'arrêt du véhicule destiné à l'embarquement ou au débarquement de personnes est autorisé et gratuit durant le temps indiqué sur la signalisation routière prévue à cet effet.

Article 17 :

Sous réserve des cartes de dérogations délivrées aux prestataires de soins médicaux urgents, les cartes de dérogation ne sont pas valables en zone « abords d'école ».

Sous-section 2 - Montant

Article 18 :

En cas de dépassement du temps indiqué sur la signalisation routière prévue à cet effet, ou en l'absence de celle-ci, lorsque le véhicule est arrêté plus longtemps qu'il est nécessaire à des personnes pour monter ou descendre du véhicule ou pour charger ou décharger des choses, le montant de la redevance forfaitaire dû est fixé à l'article 41 de l'Arrêté par période de stationnement.

Section 5 - Zone « chargement électrique »

Sous-section 1 - Durée

Article 19 :

Le stationnement en zone « Chargement électrique » est autorisé gratuitement pour autant que l'utilisateur dudit véhicule soit connecté et qu'il procède au raccordement physique de son véhicule à la borne électrique.

Sous-section 2 - Montant

Article 20 :

Une redevance forfaitaire dont le montant fixé à l'article 42bis de l'Arrêté est due par l'utilisateur d'un véhicule à moteur non électrique ou par l'utilisateur d'un véhicule électrique stationné sans connexion ou raccordement physique.

Section 6 - Zones « Autocars »

Sous-section 1 - Zone « Drop & Ride »

Article 21 :

L'arrêt des autocars en zone « Drop & Ride » est autorisé gratuitement durant le temps indiqué sur la signalisation routière prévue à cet effet.

Article 22 :

Une redevance forfaitaire du montant fixé à l'article 42quater, 1^{er} de l'Arrêté par période de stationnement est due en cas de dépassement du temps repris sur la signalisation routière prévue à cet effet, ou, en l'absence de celle-ci, lorsque le véhicule est arrêté plus longtemps qu'il n'est nécessaire à des personnes pour monter ou descendre du véhicule ou pour charger ou décharger des choses.

Sous-section 2 - Zone « Wait & Ride »

Article 23 :

Le stationnement des autocars en zone « Wait & Ride » est autorisé pour une durée maximale de 4 heures et 30 minutes.

Article 24 :

Le montant de la redevance est fixé à l'article 42quater, 2^o pour un quart d'heure.

Article 25 :

En cas de dépassement du temps de stationnement autorisé par un autocar, l'utilisateur est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance forfaitaire dont le montant est fixé à l'article 42quater, 2^o de l'Arrêté.

CHAPITRE II – ZONES PAYANTES : GÉNÉRALITÉS

Article 26 :

Le stationnement dans les zones munies d'horodateurs est régi suivant les modalités et conditions mentionnées sur ces appareils.

Article 27 :

La redevance due, par anticipation, dès le moment où le véhicule est stationné est payable par insertion de pièces de monnaie dans l'horodateur, l'utilisation de cartes de débit et de cartes de crédit ou le paiement par une ou l'autre technologie telle que SMS ou applications (si prévu) conformément aux indications figurant sur les horodateurs ou toute autre signalisation prévue à cet effet.

Article 28 :

Le cas échéant, le ticket « physique » de stationnement délivré par l'horodateur, doit être apposé seul et de manière bien lisible en son entier, sur la face interne du pare-brise avant du véhicule, à l'exclusion des vitres latérales. Si tel n'est pas le cas, aucune réclamation ne sera prise en compte. Un justificatif de paiement ne doit quant à lui jamais être apposé visiblement.

Article 29 :

Le paiement de la redevance donne droit à une période de stationnement ininterrompue, dont la durée est déterminée par le montant payé.

Article 30 :

En cas de non-paiement de la redevance due ou de dépassement de la durée de stationnement payée ou de dépassement de la durée maximale autorisée, l'utilisateur est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance forfaitaire dont le montant par période de stationnement varie en fonction du type de zone.

Article 31 :

L'utilisateur répond des éventuels coûts liés à l'utilisation de technologie (SMS, app...) pour l'obtention d'un droit de stationnement. Ces coûts s'ajoutent au tarif de la réglementation appliquée à la zone de stationnement.

Article 32 :

L'utilisateur supporte les conséquences de l'usage irrégulier de l'appareil ou des détériorations qu'il lui aurait fait subir.

Article 33 :

Il est possible d'obtenir un ticket gratuit pour une durée d'un quart d'heure moyennant l'enregistrement du début de la période de stationnement soit de façon électronique, soit par le biais du ticket délivré par l'horodateur à cet effet.

Article 34 :

Le quart d'heure gratuit n'est jamais inclus lors de l'achat d'un droit de stationnement payant.

Article 35 :

A partir du 1^{er} mai 2025 et ensuite tous les trois ans, les montants des redevances horaire et forfaitaire sont automatiquement et de plein droit indexés sur la base de l'indice des prix à la consommation. Les nouveaux montants résultent de la formule suivante : montants multipliés par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation en vigueur au mois de janvier précédent la date de l'indexation. L'indice de base est l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2023.

Le tarif résultant du calcul visé à l'alinéa précédent est arrondi à l'euro inférieur. Les montants indexés ne peuvent pas dépasser les montants maximums fixés par l'article 14 de l'Ordonnance.

Article 36 :

Aucune des dispositions reprises dans le présent règlement ne donne lieu à une quelconque surveillance des véhicules stationnés en voirie.

CHAPITRE III – PROCÉDURE DE RECouvreMENT

Article 37 :

Dans l'hypothèse où l'utilisateur a opté pour une redevance forfaitaire, il dispose, pour s'acquitter de sa dette, d'un délai de douze jours à compter de l'apposition lorsque l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire est apposée sur le pare-brise. Ce délai est porté à quinze jours à compter de la date d'envoi lorsque l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire est envoyée au débiteur.

Article 38 :

Toute réclamation éventuelle doit être introduite dans un délai de quinze jours à compter de la date de l'invitation conformément aux modalités définies dans l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire.

Article 39 :

En cas de non-paiement de la redevance forfaitaire dans le délai de paiement indiqué dans l'invitation visé à l'article précédent, un premier rappel gratuit est envoyé.

Article 40 :

En cas de non-paiement de la redevance dans le délai indiqué dans le premier rappel, un deuxième rappel est envoyé majorant la redevance de tous les frais d'envoi et d'une indemnité forfaitaire de 15 EUR.

Article 41 :

Lorsque les montants dus restent impayés après le deuxième rappel et lorsque le créancier procède au recouvrement amiable, l'officier public ou le prestataire de services chargé du recouvrement est autorisé à majorer la dette d'une indemnité forfaitaire additionnelle de 15 EUR destiné à couvrir toutes les dépenses liées au recouvrement y compris les frais de rappel. Ce montant reste dû en cas de recouvrement judiciaire.

Article 42 :

En cas de non-paiement persistant, le recouvrement de la redevance sera poursuivi conformément aux dispositions figurant à l'article 16 de l'ordonnance du 6 juillet 2022 et, en particulier, ses §§ 4 à 11.

Article 43 :

Conformément à l'article 13, § 2 l'Ordonnance du 6 juillet 2022, lorsqu'un emplacement stationnement est occupé par un véhicule immatriculé, la redevance est mise à charge exclusive de la personne physique ou morale au nom de laquelle ce véhicule est immatriculé.

TITRE III - CARTES DE DÉROGATION

CHAPITRE I - CARTES DE DÉROGATION DÉLIVRÉES PAR L'AGENCE, VALABLES SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL

Section 1 - Dispositions commune

Article 44 :

Les cartes de dérogation ci-après peuvent être accordées sur demande à la commune ou à l'Agence en cas de délégation.

Article 45 :

La carte de dérogation ne sera accordée qu'après paiement en une fois du montant intégral et pour autant que le demandeur remplisse toutes les conditions d'octroi et qu'il en ait apporté la preuve.

Article 46 :

La carte de dérogation n'est valable que pour le véhicule dont la marque d'immatriculation est enregistrée dans le logiciel d'octroi des cartes de dérogation.

Article 47 :

Pour obtenir un changement de marque d'immatriculation durant la validité de la carte, ceci ne pourra se faire qu'après examen des circonstances particulières le justifiant. Le cas échéant, le bénéficiaire d'une carte de dérogation doit informer l'Agence du changement dans les cinq jours ouvrables.

Article 48 :

Le montant de la première année reste dû intégralement. Le montant de la redevance qui est supérieur à la première année est, le cas échéant, remboursé à concurrence des mois entiers encore restants pendant lesquels la carte de dérogation n'a pas été utilisée.

Article 49 :

Le demandeur d'une carte de dérogation répond des éventuels coûts liés à l'utilisation de technologie lors de la délivrance et de l'utilisation de la carte de dérogation.

Article 50 :

L'attention de l'utilisateur est attirée sur le fait que tous les opérateurs étrangers ne permettent pas le paiement par SMS ou par App.

Article 51 :

L'Agence n'est pas tenue de relancer les titulaires quant à l'expiration prochaine de la validité de leur carte. Il leur appartient de prolonger la validité de leur carte de dérogation s'ils le souhaitent. Ceci relève de leur responsabilité. Ils ne pourront en aucun cas se retourner contre l'autorité compétente en cas d'oubli.

Article 52 :

Toute demande de renouvellement peut être introduite auprès de l'Agence au plus tôt 60 jours ouvrables avant l'expiration de la précédente.

Article 53 :

Les documents à produire pour l'obtention de chaque type de carte de dérogation sont repris sur le formulaire de demande ou de renouvellement de la carte souhaitée.

Article 54 :

Dès que le bénéficiaire d'une carte de dérogation ne remplit plus les conditions d'octroi, il en informe l'Agence, en restituant la carte s'il s'agit d'une carte physique, conformément à l'article 5, § 1er de l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 et ses modifications ultérieures concernant la carte communale de stationnement.

Article 55 :

L'Agence annule de plein droit les cartes de dérogation pour lesquelles une modification des conditions du demandeur est intervenue de telle sorte qu'il ne répond plus aux critères d'octroi.

Article 56 :

Afin d'assurer une coordination optimale entre communes et d'une gestion rationnelle, les cartes de dérogation d'autres communes peuvent, le cas échéant être reconnues sur le territoire de la commune.

Article 57 :

Il ne sera pas délivré de carte de dérogation :

- Pour les véhicules ayant une masse maximale technique admissible de plus de 3,5T ;
- Pour les véhicules de moins de 3,5T de types suivants (catégorie DIV) :
 - Dépanneuse ;
 - Remorque ;
 - Véhicule grue ;
 - Camion lift ;
 - Autocaravane ;
 - Bus et autocars ;
 - Matériel agricole (dont quad) ;
 - Matériel industriel ;
 - Tracteurs ;
 - Les marques d'immatriculation destinées aux « essais » commençant par « ZZ » ou « Y ».

Cette liste n'est pas exhaustive.

Article 58 :

Les véhicules de l'administration affectés à la surveillance, au contrôle et à l'entretien de la voirie dérogent aux dispositions de l'article 23 du Code de la route lorsqu'elles sont inconciliables avec la nature ou l'affectation momentanée ou permanente du véhicule.

Les véhicules communaux, régionaux, communautaires, du CPAS et du Foyer schaarbeekois dérogent aux dispositions de l'article 23 du Code de la route lorsqu'elles sont inconciliables avec la nature ou l'affectation momentanée ou permanente du véhicule.

Article 59 :

Une carte de dérogation peut être sollicitée auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. Une dérogation d'un an et non-renouvelable peut être octroyée aux riverains et aux entreprises schaarbeekoises sur base d'un et un seul des critères suivants :

- Poids du véhicule
- Longueur du véhicule
- Nombre de permis présents dans le ménage

Article 60 :

A partir du 1er mai 2025 et ensuite tous les trois ans, le prix des cartes de dérogation est automatiquement et de plein droit indexé sur la base de l'indice des prix à la consommation. Le nouveau prix résulte de la formule suivante : prix multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation en vigueur au mois de janvier précédent la date de l'indexation. L'indice de base est l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2023.

Le tarif résultant du calcul visé à l'alinéa précédent est arrondi à l'euro inférieur.

Section 2 - Carte de dérogation « riverain »***Sous-section 1 - Bénéficiaires*****Article 61 :**

Peuvent bénéficier de la carte « riverain » :

- les personnes inscrites au registre de la population ou au registre d'attente de la commune concernée. En cas d'inscription au registre d'attente de la commune, la carte riverain est délivrée au tarif annuel mais pour une durée limitée à 3 mois. En cas d'acceptation de la domiciliation par la commune, la validité de la carte de dérogation est prolongée pour une durée de 9 mois ou d'un an et 9 mois moyennant un paiement complémentaire (tarif pour 2 ans) ;
- les personnes domiciliées dans la commune dont le véhicule est immatriculé à l'étranger, pendant la période de demande d'une immatriculation belge. Dans ce cas, la carte riverain est délivrée au tarif annuel mais pour une durée limitée à 3 mois. En cas de changement effectif de la plaque d'immatriculation, la validité de la carte de dérogation est prolongée pour une durée de 9 mois ou d'un an et 9 mois moyennant un paiement complémentaire (tarif pour 2 ans) ;
- les personnes qui ont un second lieu de résidence dans la commune concernée ;
- les personnes inscrites au registre de la population ou au registre d'attente de la commune concernée et qui ont un besoin spécifique de stationnement dans le cadre d'un système de partage de voiture pour les particuliers reconnu par Bruxelles-Mobilité. Le véhicule est partagé par au moins trois particuliers, dont deux au moins sont domiciliés dans une ou plusieurs communes différentes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- les riverains bruxellois des rues : {rue F. J. Navez du n° 60 au n° 178 (côté pair), rue Stephenson du n° 2 au n° 130 (côté pair) et rue du Pavillon n° 2 et 4, place Masui du n° 13 au 18 et du 27 au 34, rue des Palais du n° 265 au 279 (côté impair)}.

Sous-section 2 - Nombre de cartes par ménage**Article 62 :**

Le nombre de cartes par ménage est limité à deux.

Sous-section 3 - Prix et durée de validité de la carte « riverain »

Article 63 :

Les prix et les durées de validité sont déterminés de la manière suivante :

- Première carte de dérogation du ménage : 28 euros par an ou 56 euros pour deux ans ;
- Deuxième carte de dérogation du ménage : 120 euros par an ou 240 euros pour deux ans ;
- Par dérogation à l'article 57, une troisième carte de dérogation par ménage peut être renouvelée pour une durée d'un an non-renouvelable, durant la période comprise entre le 14 août 2023 et le 13 août 2024 : 250 euros par an;
- Pour les personnes ayant une résidence secondaire, une et une seule carte peut être délivrée pour 500 euros pour 12 mois ;
- Le tarif de base est cependant majoré de 120 euros pour tout véhicule de plus de 4,9 m de long, ainsi que pour les marques d'immatriculation commençant par « Z ». Il sera délivré maximum une carte par ménage pour un véhicule de plus de 4,9 m. Toutefois, il ne sera pas délivré de carte de riverain pour un véhicule de société de plus de 4,9 mètres dont la société ne possède pas son siège d'exploitation sur le territoire de Schaerbeek ;
- En cas de changement d'immatriculation étrangère en immatriculation belge : tarif en fonction du nombre de cartes dans le ménage ;
- Pour les véhicules partagés entre particuliers, le tarif est fonction du nombre de cartes du ménage et des tarifs prévus par la commune pour le(s) secteur(s) pour lequel(s) la carte de dérogation est demandée.

Sous-section 4 - Types de zone dans lesquels la carte de dérogation est valable

Article 64 :

La carte de dérogation « riverain » est valable en zone verte.

Sous-section 5 - Validité sectorielle

Article 65 :

Les titulaires de la carte de riverain ne sont autorisés à stationner leur véhicule que dans les limites du (des) secteur(s) qui leur est (sont) assigné(s). A Schaerbeek, l'entière du territoire communal correspond à un secteur.

Sous-section 6 - Documents à fournir pour l'obtention de la carte de dérogation

Article 66 :

Le demandeur doit produire les documents suivants:

- le certificat d'immatriculation du véhicule auprès de la DIV et la preuve que le véhicule est immatriculé à son nom ou qu'il en dispose de façon permanente, s'il n'en est pas le propriétaire ;
- pour une voiture partagée entre particuliers : la carte d'immatriculation du véhicule auprès de la DIV ainsi que la preuve de paiement de l'affiliation à une plateforme spécialisée dans le partage de voitures entre particuliers et la convention liant les parties prenantes au partage du véhicule ;
- pour une voiture en leasing : la preuve de ce leasing qui doit mentionner d'une manière explicite le nom du demandeur ;
- pour une voiture de de société: l'attestation de la société stipulant que le demandeur en est le seul utilisateur ;
- pour la voiture d'une tierce personne : une copie de la police d'assurance sur laquelle il sera mentionné qu'il est le conducteur principal du véhicule ;
- le cas échéant, la carte d'identité ou une procuration avec la carte d'identité du demandeur dans l'hypothèse où celui-ci ne se présente pas en personne. Dans ce cas, la procuration doit mentionner le nom de la personne qui se présente en lieu et place du demandeur ainsi que le document pour lequel la demande est faite.

La liste des documents à fournir est reprise sur le formulaire de demande de la carte de dérogation.

Section 3 - Carte de dérogation « professionnel »

Sous-section 1 - Bénéficiaires

Article 67 :

Sont concernés par ce type de carte :

- Les entreprises et indépendants situés sur le territoire de Schaerbeek ;
- Les entreprises bruxelloises et indépendants des rues : {rue F. J. Navez du n° 60 au n° 178 (côté pair), rue Stephenson du n° 2 au n° 130 (côté pair) et rue du Pavillon n° 2 et 4, place Masui du n° 13 au 18 et du 27 au 34, rue des Palais du n° 265 au 279 (côté impair)} ;
- Les établissements d'enseignement et crèches situés sur le territoire de Schaerbeek ;
- Les membres du personnel de la zone de Police à laquelle est rattachée la commune ;
- Les membres du personnel communal schaarbeekois.

Sous-section 2 - Prix

Article 68 :

Les prix des cartes pour les entreprises et indépendants progressent comme suit :

Validité jusqu'à	Longueur du véhicule	Tarif selon le nombre de cartes			
		<u>1-5 cartes</u>	<u>6-20 cartes</u>	<u>21-30 cartes</u>	<u>Carte suppl.</u>
18h	4,9 m et moins	200 euros	300 euros	600 euros	800 euros
	Plus de 4,9 m	300 euros	500 euros	750 euros	850 euros
21h	4,9 m et moins	400 euros	600 euros	1200 euros	1600 euros
	Plus de 4,9 m	600 euros	1000 euros	1500 euros	1700 euros

Article 69 :

Le prix de la carte pour les établissements d'enseignement, les crèches et le personnel communal est de 75 euros/an par secteur.

Article 70 :

Le prix pour les membres du personnel des zones de police est de 75 euros/an par secteur.

Sous-section 3 - Types de zone dans lesquels la carte de dérogation est valable

Article 71 :

La carte de dérogation « professionnel » est valable en zone verte.

Sous-section 4 - Validité sectorielle

Article 72 :

Les titulaires de cette carte de dérogation ne sont autorisés à stationner leur véhicule que dans les limites du (des) secteur(s) qui leur est (sont) assigné(s). A Schaerbeek, l'entière du territoire communal correspond à un secteur.

Sous-section 5 – Introduction de la demande

Article 73 :

L'entreprise, l'indépendant, l'établissement d'enseignement, les crèches, l'administration communale ou la zone de police désigne(nt) un responsable unique pour retirer les cartes de dérogation auprès de l'Agence.

Article 74 :

L'entreprise, l'indépendant, l'établissement d'enseignement, les crèches, l'administration communale ou la zone de police distribue(nt) les cartes à son personnel selon ses propres règles.

Sous-section 6 – Documents à présenter pour l'obtention de la carte de dérogation

Article 75 :

La liste des documents à fournir est reprise sur le formulaire de demande de la carte de dérogation.

Article 76 :

Dans tous les cas, la demande de carte de dérogation « professionnel » doit être accompagnée, selon le cas, soit d'un plan de déplacements scolaire ou d'entreprise, soit d'un équivalent approuvé.

Section 4 - Carte de dérogation « visiteur »

Sous-section 1 - Bénéficiaire

Article 77 :

Peuvent bénéficier de la carte de dérogation « visiteur » le(s) visiteur(s) d'un ménage, d'une entreprise et d'un indépendant. La carte est toujours délivrée au ménage, entreprise ou indépendant schaarbeekois exclusivement, pour ses visiteurs.

Sous-section 2 - Prix

Article 78 :

Le prix de la carte de dérogation par véhicule est de :

- 2,50 euros par période de stationnement de 4h30 ;
- 5,00 euros par jour (de 9h à 21h).

Sous-section 3 - Nombre de périodes par ménage par an

Article 79 :

Le nombre d'heures de stationnement qui peut être octroyé par an et par ménage ou par professionnel est de maximum 450.

Sous-section 4 - Type de réglementation dans lesquels la carte de dérogation est valable

Article 80 :

La carte de dérogation « visiteur » est valable en zone verte.

Sous-section 5 - Validité sectorielle

Article 81 :

La carte « visiteur » est valable dans les limites du secteur de stationnement qui lui est assigné. A Schaerbeek, l'entière du territoire communal correspond à un secteur.

Article 82 :

Les ménages qui disposent d'une carte de dérogation « riverain » pour la commune concernée reçoivent une carte visiteur dont le secteur de stationnement est le même que celui de leur carte « riverain ».

CHAPITRE II - CARTES DE DÉROGATION DÉLIVRÉES EXCLUSIVEMENT PAR L'AGENCE DU STATIONNEMENT, VALABLES À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

Article 83 :

Les cartes de dérogation « prestataire de soins médicaux urgents », « prestataire de soins médicaux à domicile », « voiture partagée » et la carte « professionnel » (cas spécifiquement prévu à l'art. 84, § 1, 2°, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation et ses modifications ultérieures) sont délivrées par l'Agence du stationnement selon les modalités et aux conditions définies dans les formulaires de demande de carte de dérogation.

CHAPITRE III - CARTE DE DÉROGATION DÉLIVRÉE PAR LE SPF SÉCURITÉ SOCIALE

Article 84 :

Sans préjudice de l'article 106, la carte européenne de stationnement pour personnes handicapées tient lieu de carte de dérogation à condition qu'elle soit apposée visiblement au milieu et contre la face interne du pare-brise.

Article 85 :

Elle est valable dans tous les secteurs de stationnement fixés par la Région en zones rouges, oranges, grises, bleues, vertes et « événement ».

Article 86 :

La seule apposition de la carte de stationnement pour les personnes présentant un handicap sur la face interne du pare-brise ne confère le droit à la dérogation que si il est fait usage de l'une des modalités digitales complémentaires suivantes :

- 1° l'enregistrement de la plaque d'immatriculation du véhicule dans la liste digitalisée des véhicules exemptés tenue par l'Agence du stationnement ;
- 2° l'acquisition d'un droit de stationnement digital gratuit pour chaque session de stationnement du véhicule au moyen de l'horodateur ;
- 3° l'acquisition d'un droit de stationnement digital gratuit pour chaque session de stationnement du véhicule par tout autre moyen digital mis à disposition par l'Agence du stationnement, tel qu'une application, un SMS ou une page web.

TITRE IV - DISPOSITION FINALE

Article 87 :

Le règlement adapté entrera en vigueur le 14 août 2023.

Article 88 :

Le Collège communal délègue à l'Agence la réalisation des formulaires de demande relatifs aux cartes de dérogation.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 31 mai 2023.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK**Vergadering van 31 mei 2023****Voorwerp nr 5 van de agenda**

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitster; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Frederic Nimal, Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, HH. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Mevr. Lorraine De Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, H. Hasan Koyuncu, Mevr. Done Sonmez, HH. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mevr. Leila Lahssaini, Lucie Petre, HH. Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mevr. Naima Belkhatir, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, HH. Hamza Boukhari, Cedric Mahieu, Elyass El Yakoubi, Mamadou Bah, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Mevr. Maite Bodart, HH. Quentin Vanbaelen, Maxime Baudaux, Didier Schiffeleers, Mevr. Marie Gervais, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Michel De Herde, Schepen; H. Ibrahim Dönmez, Mevr. Claire Geraets, Fatima Ben Abbou, HH. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Mevr. Emel Kose, Gemeenteraadsleden.

#Voorwerp : Reglement betreffende het gemeentelijk parkeerbeleid #**DE GEMEENTERAAD**

Besloten, met 21 stem(men) tegen 16 en 3 onthouding(en).

Gelet op de nieuwe gemeentewet, en in het bijzonder de artikelen 117 en volgende;
 Gelet op de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer;
 Gelet op de ordonnantie van 6 juli 2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheersmodaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de latere wijzigingen daarvan;
 Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens, gewijzigd door de ordonnantie van 20 juli 2016;
 Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de Wegcode);
 Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan en de latere wijzigingen daarvan;
 Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, zoals gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 oktober 2022;
 Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van parkeerplaatsen door operators van gedeelde motorvoertuigen en de latere wijzigingen daarvan;
 Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering van 13 juli 2017 houdende een regeling voor de erkenning van autodeelsystemen voor particulieren;
 Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap;
 Gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;
 Gelet op de Wegcode;
 Gelet op eventuele hierboven niet vermelde tekstwijzigingen;
 Gelet op het Gemeentelijk parkeeractieplan van 25 mei 2016;
 Gelet op de brief van de Minister van Mobiliteit van 25 april 2023 waarin de bevoegdheidsverdeling tussen het Gewest en de gemeenten wat betreft het parkeren op de openbare weg wordt verduidelijkt;
 Herziende zijn raadsbesluit van 30 juni 2021 stemmend de wijziging van het reglement betreffende het gemeentelijk parkeerbeleid;
 Overwegende dat een betere rotatie van de parkeerplaatsen dient te worden nagestreefd, en daarom een retributie dient te worden vastgesteld in overeenstemming met de doorgaans nuttige en noodzakelijke parkeerperiode;
 Overwegende dat de uitbreiding van gereguleerde parkeerzones alsook de parkeerdruk vereist dat parkeermogelijkheden worden gegeven aan de bewoners van de gemeente;
 Overwegende dat de gemeente volgebouwd is met een aanzienlijk deel gewijd aan huisvesting, en daarom zou het parkeren van voertuigen van meer dan 4,9 meter en/of 3,5 ton en meer moeten worden vermeden om redenen van enerzijds, de veiligheid van de voetgangers en kinderen en anderzijds omwille van het comfort van de bewoners, in het bijzonder het belemmeren van het licht en het beperkt zicht;
 Overwegende de noodzaak om de problematiek van het avond parkeren te beperken, is het noodzakelijk om een verschillend tarief te hanteren, afhankelijk van de tijd van het verstrijken, voor de parkeerkaarten voor ondernemingen en zelfstandigen;
 Overwegende dat de vermindering, alsook de creatie en de verbetering van de parkeermogelijkheden voor de gemeente aanzienlijke lasten op het vlak van personeel en financiële middelen met zich meebrengen;
 Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de verschillende wetgevende en technische veranderingen die onlangs werden doorgevoerd noodzakelijk blijkt;
 Overwegende dat het voor meer inzicht in de parkeerproblematiek nuttig is om in dit reglement het geactualiseerd reglement betreffende de gemeentelijke parkeerkaarten op te nemen;
 Overwegende dat, zoals bepaald in de brief van de Minister van 25 april 2023, de tarieven voor de uur- en forfaitaire retributies zijn vastgesteld in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, zoals gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 oktober 2022, en dat de gemeentelijke tussenkomst ter zake beperkt is tot de operationele uitvoering van die tarieven;

Overwegende dat de Gemeenten bevoegd blijven voor het bepalen van de tarieven van de vrijstellingskaarten voor “bewoners”, “professionelen” en “bezoekers” onder voorbehoud van het naleven van de minima vastgesteld door de Regering; Gelet bovendien, op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 januari, 7 februari en 23 mei 2023 en het administratief dossier;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen:

BESLUIT:

Het reglement waarover de Gemeenteraad op 30 juni 2021 heeft beraadslaagd, wordt als volgt vervangen:

TITEL I - ALGEMENE BEPALINGEN

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGEBIED VAN HET GEMEENTELIJK PARKEERBELEID

Artikel 1

Het reglement is van toepassing op alle openbare wegen en op alle motorvoertuigen.

HOOFDSTUK II – DEFINITIES

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement gelden de volgende definities:

1. Parkeeragentschap: het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gedefinieerd in Hoofdstuk 7 van de ordonnantie van 6 juli 2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
2. Besluit: het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten zoals gewijzigd door het besluit van 20 oktober 2022;
3. Autocar: elk voor het vervoer van uitsluitend zittende passagiers ontworpen en gebouwd motorvoertuig met meer dan acht zitplaatsen, die van de bestuurder niet meegerekend, zoals omschreven in artikel 2.66 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;
4. Vrijstellingskaarten: de in de ordonnantie bedoelde vrijstellingskaarten, met dien verstande dat de vrijstellingskaarten fysiek of digitaal kunnen zijn;
5. Verbinding: elektronische identificatie om te kunnen laden of een rotatietarief te betalen aan de exploitant van de infrastructuur voor het herladen van elektrische voertuigen;
6. Parkeerschijf: de parkeerschijf zoals bedoeld in artikel 27.1.1. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en bepaald in artikel 1 van het ministerieel besluit van 1 december 1975 tot vaststelling van de kenmerken van bepaalde schijven, bebakeningen en platen die voorgeschreven zijn door het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer;
7. Voorbehouden plaats: parkeerplaats bestemd voor specifieke categorieën voertuigen, personen of activiteiten zoals omschreven in artikel 12 van de ordonnantie van 6 juli 2022;
8. Bedrijven en zelfstandigen: de persoon of het bedrijf met zijn maatschappelijke of exploitatiezetel in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Met "persoon" wordt hier de beoefenaar van een vrij beroep of zelfstandige bedoeld. Met "bedrijf" wordt verwezen naar elke rechtspersoon, ongeacht zijn statuut, inzonderheid de vennootschappen opgenomen in artikel 2 van het Wetboek van vennootschappen, de openbare instellingen, de private instellingen, de instellingen voorbehouden aan de erediensten die worden beoogd door de wet op de temporalien der erediensten en de ordonnantie van 29 juni 2006 betreffende de inrichting en de werking van de islamitische eredienst, de centra voor morele dienstverlening van de Centrale Vrijzinnige Raad bedoeld in de wet van 21 juni 2002, de instellingen van het niet-verplicht onderwijs, de ziekenhuizen, de klinieken, de poliklinieken en de zorgverstrekende instanties, de liefdadigheidsinstellingen en de vzw's;
9. Onderwijsinstelling: elke instelling, georganiseerd, erkend of gesubsidieerd door een gemeenschap en publieke kinderdagverblijven of kinderdagverblijven die inkomensgerelateerde tarieven hanteren, gevestigd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
10. Elektrische laadpaal: infrastructuur die het mogelijk maakt om één of meer elektrische voertuigen op te laden. De paal heeft ten minste één laadpunt in de vorm van een stopcontact;
11. Gezin: het gezin wordt gevormd door hetzij een gewoonlijk alleenwonend persoon, hetzij door meer personen die, al dan niet verbonden door verwantschap, dezelfde hoofdverblijfplaats delen. De gezinssamenstelling wordt aangetoond door een attest van gezinssamenstelling, uittreksel uit het Rijksregister;
12. Ordonnantie: de ordonnantie van 6 juli 2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheersmodaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
13. Parkeerperiode: periode van 4 uur en 30 minuten die begint te lopen vanaf de aflevering van de uitnodiging tot betaling van een forfaitaire retributie, bedoeld in artikel 14, §2 van de ordonnantie van 6 juli 2022;
14. Bedrijfsvervoerplan: het mobiliteitsplan uitgewerkt door of voor een rechtspersoon of een zelfstandige, dat zijn mobiliteitsbehoeften analyseert en beschrijft;
15. Schoolvervoerplan of gelijkwaardig: het mobiliteitsplan uitgewerkt door of voor een rechtspersoon of onderwijsinstelling, dat haar mobiliteitsbehoeften analyseert en beschrijft;
16. Aansluiting: fysieke aansluiting van een elektrisch voertuig op de laadpaal, zoals omschreven in dit artikel, om dat voertuig op te laden;
17. Tweede verblijfplaats of tweede verblijf: een tweede verblijf op het grondgebied van de gemeente waarvoor de eigenaar de gemeentebelasting op tweede verblijven betaalt;
18. Parkeersector en deelsector: de geografische zone die de grenzen afbakt waarbinnen de vrijstellingskaart geldig is. Elke parkeersector bestaat uit verschillende deelsectoren tenzij de gemeenteraad beslist om vaste parkeersectoren toe te passen in overeenstemming met artikel 46ter van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten;
19. Parkeerticket: document afgeleverd door de parkeerautomaat conform dit reglement. Het parkeerticket kan ofwel gratis zijn, voor een duur van 15 minuten, ofwel betalend voor een duur bepaald door de gebruiker en/of het type gereguleerde zone. Het "materiële" parkeerticket kan worden vervangen door elke virtuele vorm (invoering van de kentekenplaat van het voertuig via het toetsenbord van de parkeerautomaat, elektronische betaling enz.);

20. Gebruiker: de persoon op wiens naam het motorvoertuig staat ingeschreven;
21. Gedeelde voertuigen: de voertuigen van autodeeloperators in de zin van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van parkeerplaatsen door operators van gedeelde motorvoertuigen en de latere wijzigingen daarvan;
22. Tussen particulieren gedeelde auto's: voertuigen die gedeeld worden via een door Brussel Mobiliteit erkend autodeelsysteem voor particulieren in de zin van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 juli 2017 houdende een regeling voor de erkenning van autodeelsystemen voor particulieren;
23. Gereguleerde zones: de zones zoals gedefinieerd in de artikelen 2, 3 en 4° van de ordonnantie en artikel 3 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten en de latere wijzigingen daarvan;
24. Retributie voor parkeren per uur: financiële vergoeding voor het ter beschikking stellen van een parkeerplaats langer dan de tijd die nodig is voor het in- of uitstappen van personen of voor het laden of lossen van goederen in de zin van artikel 2.23 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende het algemeen reglement op de politie over het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg, en vastgelegd overeenkomstig artikel 14, §1 van de ordonnantie van 6 juli 2022;
25. Forfaitaire parkeerretributie: financiële vergoeding vastgesteld krachtens artikel 14, §2 van de ordonnantie van 6 juli 2022;
26. Politiezone: een van de zes zones van de lokale politie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die verschillende gemeenten omvat;
27. Kentekenplaat: kentekenplaat in de zin van artikel 20 van het KB van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen (kentekenplaat).

TITEL II - GEREGLIMENTEERDE ZONES

HOOFDSTUK I - SOORTEN ZONES

Afdeling 1 – Rode zone

Onderafdeling 1 - Duur

Artikel 3

De maximale parkeertijd in een rode zone is 2 uur.

Onderafdeling 2 - Bedrag

Artikel 4

De retributie die in de rode zone is verschuldigd is in artikel 12 van het Besluit vastgesteld.

Artikel 5

In geval van niet-betaling van het uurtarief of niet-inachtneming van de gratis parkeerperiode of de parkeerperiode waarvoor betaald is of bij ontbreken van een geldige vrijstellingskaart, wordt de in artikel 37 bedoelde persoon geacht te hebben gekozen voor betaling van een forfaitaire retributie waarvan het bedrag in artikel 13 van het Besluit is vastgesteld. Dit tarief wordt met 2 vermenigvuldigd voor voertuigen van meer dan 4,9 meter en met 4 voor voertuigen met een technische toelaatbare maximummassa van meer dan 3,5 ton.

Onderafdeling 3 - Uurregeling

Artikel 6

Het gebruik van een parkeerplaats gelegen in de rode zone is onderworpen aan de gebruiksvoorwaarden bepaald in artikel 9, § 1, 1° van de ordonnantie van 6 juli 2022, elke dag van de week van 9 tot 18 uur, met uitzondering van zondag en de wettelijke feestdagen, tenzij er andere dagen of uurregeling vermeld staan op de verkeersborden of op de parkeerautomaten.

Afdeling 2 – Groene zone

Onderafdeling 1 - Duur

Artikel 7:

De parkeertijd is niet beperkt.

Onderafdeling 2 – Bedrag

Artikel 8:

De retributie die in de groene zone is verschuldigd is in artikel 24 van het Besluit vastgesteld.

Artikel 9:

In geval van niet-betaling van het uurtarief of niet-inachtneming van de gratis parkeerperiode of de parkeerperiode waarvoor betaald is of bij ontbreken van een geldige vrijstellingskaart, wordt de in artikel 37 bedoelde persoon geacht te hebben gekozen voor betaling van een forfaitaire retributie waarvan het bedrag in artikel 25 van het Besluit is vastgesteld. Dit tarief wordt met 2 vermenigvuldigd voor voertuigen van meer dan 4,9 meter en met 4 voor voertuigen met een technische toelaatbare maximummassa van meer dan 3,5 ton.

Onderafdeling 3 - Uurregeling

Artikel 10:

Het gebruik van een parkeerplaats gelegen in de groene zone is onderworpen aan de gebruiksvoorwaarden bepaald in artikel 9, § 1^{er}, 1° van de ordonnantie van 6 juli 2022 elke dag van de week van 9 uur tot 18 uur, met uitzondering van zondag en wettelijke feestdagen, tenzij er andere dagen of uurregeling vermeld staan op de verkeersborden of op de parkeerautomaten.

Afdeling 3 – Leveringszone

Onderafdeling 1 – Bedrag en duurtijd

Artikel 11:

Een forfaitaire retributie van het in artikel 34 vastgesteld bedrag is verschuldigd voor het parkeren in een zone die is aangeduid met een bord E9.a in de zin van artikel 70.2.1 van het koninklijk besluit van 12 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg, aangevuld met een bijkomend bord "te betalen behalve voor leveringen" met vermelding van de uurregelingperiode en het bedrag van de forfaitaire retributie.

Artikel 12:

Bij levering door het voertuig is geen forfaitaire retributie verschuldigd. Een voertuig wordt geacht onderweg te zijn wanneer het stilstaat en er met het voertuig goederen worden geladen of gelost.

Artikel 13:

De vrijstellingskaarten zijn niet geldig in leveringszones.

Artikel 14:

Er is geen tijdslimiet voor het gebruik van een parkeerplaats in een leveringszone.

Onderafdeling 2 - Uurregeling

Artikel 15:

De voorwaarden van het reglement van de leveringszone worden gespecificeerd op het bijkomende bord "te betalen behalve levering".

Afdeling 4 – De zone “schoolomgeving”

Onderafdeling 1 - Duur

Artikel 16:

Het stoppen van het voertuig voor het uitstappen of ophalen van personen is toegestaan en gratis gedurende de tijd die op de daarvoor bestemde borden is aangegeven.

Artikel 17:

Met uitzondering van vrijstellingskaarten afgeleverd aan zorgverleners voor dringende medische zorg, zijn vrijstellingskaarten niet geldig in de “schoolomgeving” zone.

Onderafdeling 2 - Bedrag

Artikel 18:

Indien de op de daarvoor bestemde verkeersborden aangegeven tijd wordt overschreden of, bij ontbreken van dergelijke borden, indien het voertuig langer wordt geparkeerd dan nodig is voor het in- en uitstappen van personen of voor het in- en uitladen van zaken, het bedrag van de forfaitaire retributie is vastgesteld in artikel 41 van het Besluit.

Afdeling 5 – De zone “Elektrisch laden”

Onderafdeling 1 - Duur

Artikel 19:

Parkeren in zones "Elektrisch opladen" is gratis, mits de gebruiker van het voertuig in kwestie verbonden is en zijn voertuig fysiek aansluit op de laadpaal.

Onderafdeling 2 - Bedrag

Artikel 20:

Gebruikers van niet-elektrische motorvoertuigen of van een elektrisch voertuig dat geparkeerd wordt zonder verbinding of fysieke aansluiting moeten een forfaitaire retributie betalen waarvan het bedrag is vastgesteld in artikel 42bis van het Besluit.

Afdeling 6 - Zones « Autocars »

Onderafdeling 1 - Zone « Drop & Ride »

Artikel 21:

Autocars mogen gratis in zones "Drop & Ride" parkeren gedurende de tijd vermeld op de betreffende verkeersborden.

Artikel 22:

Indien de tijd vermeld op het betreffende verkeersbord overschreden wordt of indien een dergelijk verkeersbord ontbreekt, maar het voertuig langer stilstaat dan nodig is om personen te laten in- of uitstappen of om goederen te laden en te lossen, is een forfaitaire retributie verschuldigd waarvan het bedrag in artikel 42quater, 1° van het Besluit is vastgesteld.

Onderafdeling 2 - Zone « Wait & Ride »

Artikel 23:

Autocars mogen gedurende maximaal 4 uur en 30 minuten gratis parkeren in een zone "Wait & Ride".

Artikel 24:

Het bedrag van de retributie per kwartier is vastgesteld in artikel 42quater, 2° van het Besluit.

Artikel 25:

Indien de toegelaten parkeertijd voor een autocar werd overschreden, wordt de gebruiker geacht te hebben gekozen voor de betaling van een forfaitaire retributie waarvan het bedrag in artikel 42quater, 2° van het Besluit is vastgesteld.

HOOFDSTUK II - BETALENDE ZONES: ALGEMEEN INFORMATIE

Artikel 26:

Het parkeren in zones met parkeerautomaten wordt geregeld volgens de modaliteiten en voorwaarden die vermeld staan op die toestellen.

Artikel 27:

De vooraf verschuldigde vergoeding vanaf het moment dat het voertuig is geparkeerd, moet worden betaald door munten in de meter te werpen, met debet- en kredietkaarten te betalen of door middel van een technologie zoals SMS of apps (indien voorzien) in overeenstemming met de aanduidingen op de meters of andere daartoe bestemde borden.

Artikel 28:

Het door de parkeerautomaat afgegeven fysieke parkeerticket moet in voorkomend geval alleen worden aangebracht en in zijn geheel duidelijk leesbaar zijn aan de binnenzijde van de voorruit van het voertuig, met uitzondering van de zijruiten. Indien dit niet het geval is, wordt geen claim in aanmerking genomen. Een betalingsbewijs mag nooit zichtbaar worden aangebracht.

Artikel 29:

De betaling van de retributie geeft recht op een ononderbroken parkeerperiode, waarvan de duur wordt bepaald door het betaalde bedrag.

Artikel 30:

In geval van niet-betaling van het verschuldigde bedrag, overschrijding van de betaalde parkeertijd of overschrijding van de maximaal toegestane parkeertijd wordt de gebruiker geacht te hebben gekozen voor de betaling van een forfaitaire retributie, waarvan het bedrag per parkeerperiode varieert naar gelang van het soort zone.

Artikel 31:

De gebruiker is verantwoordelijk voor eventuele kosten in verband met het gebruik van technologie (sms, app, enz.) om een parkeervergunning te verkrijgen. Deze bepaling kan ook van toepassing zijn op parkeren in de blauwe zone. Deze kosten komen bovenop het tarief van de verordening die op de parkeerzone van toepassing is.

Artikel 32:

De gebruiker draagt de gevolgen van onjuist gebruik of beschadiging van het apparaat.

Artikel 33:

Het is mogelijk een gratis ticket voor een periode van 15 minuten te verkrijgen door het begin van de parkeerperiode elektronisch of met behulp van het door de parkeerautomaat afgegeven ticket te registreren.

Artikel 34:

Het gratis kwartier is nooit inbegrepen bij de aankoop van een betaalde parkeervergunning.

Artikel 35:

Vanaf 1 mei 2025 en vervolgens om de drie jaar worden de bedragen van de uurvergoeding en de forfaitaire retributie automatisch en van rechtswege geïndexeerd aan het indexcijfer van de consumptieprijzen. De nieuwe bedragen zijn het resultaat van de volgende formule: bedragen vermenigvuldigd met de nieuwe index en gedeeld door de beginindex. De nieuwe index is de consumentenprijsindex voor de maand januari voorafgaand aan de indexeringsdatum. De basisindex is de consumentenprijsindex voor januari 2023.

Het tarief dat voortvloeit uit de in de vorige alinea bedoelde berekening wordt naar beneden afgerond op de dichtstbijzijnde euro. De geïndexeerde bedragen mogen de in artikel 14 van het besluit vastgestelde maximumbedragen niet overschrijden.

Artikel 36:

Geen van de bepalingen van dit reglement geeft aanleiding tot toezicht op op de weg geparkeerde voertuigen.

HOOFDSTUK III - INNINGSPROCEDURE**Artikel 37:**

Indien de gebruiker voor een forfaitaire retributie heeft gekozen, heeft hij vanaf de datum van aanbrenging op de voorruit twaalf dagen de tijd om zijn schuld te betalen. Deze termijn wordt verlengd tot vijftien dagen vanaf de datum van verzending wanneer de uitnodiging tot betaling van de forfaitaire retributie aan de schuldenaar wordt toegezonden.

Artikel 38:

Eventuele klachten moeten binnen 15 dagen na de datum van de uitnodiging worden ingediend volgens de in de uitnodiging vermelde procedures voor de betaling van de forfaitaire retributie.

Artikel 39:

Bij niet-betaling van de forfaitaire retributie binnen de betalingstermijn die in de in het vorige artikel bedoelde uitnodiging is vermeld, wordt een eerste kosteloze aanmaning verzonden.

Artikel 40:

In geval van niet-betaling van de vergoeding binnen de in de eerste herinnering vermelde termijn wordt een tweede herinnering verzonden waarin de vergoeding wordt verhoogd met alle portokosten en een forfaitaire retributie van 15 euro.

Artikel 41:

Wanneer de verschuldigde bedragen na de tweede aanmaning onbetaald blijven en de schuldeiser overgaat tot minnelijke invordering, is de met de invordering belaste ambtenaar of dienstverlener gemachtigd de schuld te verhogen met een aanvullende forfaitaire retributie van 15 euro ter dekking van alle kosten in verband met de invordering, met inbegrip van de aanmaningskosten. Dit bedrag blijft verschuldigd in geval van gerechtelijke invordering.

Artikel 42:

In geval van aanhoudende niet-betaling wordt de vergoeding teruggevorderd overeenkomstig de bepalingen van artikel 16 van de ordonnantie van 6 juli 2022 en met name de §§ 4 tot en met 11 daarvan.

Artikel 43:

Overeenkomstig artikel 13, § 2, van de ordonnantie van 6 juli 2022 is, wanneer een parkeerplaats wordt ingenomen door een ingeschreven voertuig, de vergoeding uitsluitend verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon op wiens naam het voertuig is ingeschreven.

TITEL III - VRIJSTELLINGSKAARTEN**HOOFDSTUK 1 - DOOR HET AGENTSCHAP AFGEGEVEN VRIJSTELLINGSKAARTEN DIE GELDIG ZIJN OP HET GEMEENTELIJKE GRONDGEBIED****Afdeling 1 - Gemeenschappelijke bepalingen****Artikel 44:**

De volgende vrijstellingskaarten kunnen worden verleend op aanvraag bij de gemeente of bij het Agentschap in geval van delegatie.

Artikel 45:

De vrijstellingskaart wordt slechts toegekend na betaling van het volledige bedrag in één keer en op voorwaarde dat de aanvrager aan alle voorwaarden voor toekenning van de kaart voldoet en daarvan het bewijs heeft geleverd.

Artikel 46:

De vrijstellingskaart is alleen geldig voor het voertuig waarvan het kenteken is geregistreerd in de software van de vrijstellingskaart en voor de bij de registratie toegewezen sector(en).

Artikel 47:

Een wijziging van het kenteken tijdens de geldigheidsduur van de kaart kan alleen worden verkregen na onderzoek van de bijzondere omstandigheden die dit rechtvaardigen. In dat geval moet de begunstigde van een vrijstellingskaart het Agentschap binnen vijf werkdagen van de wijziging in kennis stellen.

Artikel 48:

Het bedrag van het eerste jaar blijft volledig verschuldigd. Het bedrag van de vergoeding dat hoger is dan het eerste jaar wordt in voorkomend geval terugbetaald tot het bedrag van de resterende volle maanden waarin de vrijstellingskaart niet werd gebruikt.

Artikel 49:

De aanvrager van een vrijstellingskaart is aansprakelijk voor alle kosten in verband met het gebruik van technologie bij de afgifte en het gebruik van de vrijstellingskaart.

Artikel 50:

De aandacht van de gebruiker wordt gevestigd op het feit dat niet alle buitenlandse operatoren betaling per SMS of App toestaan.

Artikel 51:

Het Agentschap is niet verplicht de houders te herinneren aan het naderende verstrijken van de geldigheidsduur van hun kaart. Het is aan hen om desgewenst de geldigheid van hun vrijstellingskaart te verlengen. Dit is hun verantwoordelijkheid. In geen geval kunnen zij zich tot de bevoegde autoriteit wenden als zij het vergeten zijn.

Artikel 52:

Verlengingsaanvragen kunnen niet eerder dan 60 werkdagen voor het verstrijken van de vorige bij het Agentschap worden ingediend.

Artikel 53:

De documenten die moeten worden aangereikt om elk type vrijstellingskaart te verkrijgen, staan vermeld op het aanvraag- of verlengingsformulier van de gewenste kaart.

Artikel 54:

Zodra de begunstigde van een vrijstellingskaart niet langer voldoet aan de voorwaarden voor toekenning ervan, stelt hij het Agentschap daarvan in kennis, waarbij hij de kaart teruggeeft indien het een fysieke kaart betreft, overeenkomstig artikel 5, § 1, van het ministerieel besluit van 9 januari 2007 en de latere wijzigingen daarvan betreffende de gemeentelijke parkeerkaart.

Artikel 55:

Het Agentschap trekt automatisch vrijstellingskaarten in wanneer de omstandigheden van de aanvrager zodanig zijn gewijzigd dat hij niet langer aan de criteria voor toekenning voldoet.

Artikel 56:

Met het oog op een optimale coördinatie tussen de gemeenten en een rationeel beheer, met name in het kader van het regionale sectorale project, kunnen de vrijstellingskaarten van andere gemeenten eventueel op het grondgebied van de gemeente worden erkend.

Artikel 57:

Er wordt geen vrijstellingskaart afgegeven:

- Voor voertuigen met een technische toelaatbare maximummassa van meer dan 3,5 ton;
- Voor voertuigen van minder dan 3,5T van de volgende types (categorie DIV):
 - Sleepwagen
 - Trailer
 - Kraanwagen
 - Liftwagen
 - Camper
 - Bussen en Autocars
 - Landbouwmaterieel (inclusief quad)
 - Industriële uitrusting
 - Tractoren
 - Kentekenplaten voor "proeven" die beginnen met "ZZ" of "Y".

Deze lijst is niet volledig.

Artikel 58:

Voertuigen van de administratie bestemd voor bewaking, controle en onderhoud van de weg wijken af van de bepalingen van artikel 23 van de Wegcode wanneer ze niet verzoenbaar zijn met de tijdelijke of permanente aard of bestemming van het voertuig.

De gemeentelijke-, gewestelijke-, gemeenschapsvoertuigen en de voertuigen van het OCMW en van de Schaarbeekse Haard wijken af van de bepalingen van artikel 23 van de Wegcode wanneer ze niet verzoenbaar zijn met de tijdelijke of permanente aard of bestemming van het voertuig.

Artikel 59:

Een parkeerkaart kan worden verzocht bij het College van Burgemeester en Schepenen. Een vrijstelling, voor een jaar en niet hernieuwbaar, kan worden toegestaan aan de buurtbewoners of schaarbeekse ondernemingen op basis van een en slechts een volgend criterium:

- Gewicht van het voertuig
- Lengte van het voertuig
- Aantal aanwezige rijbewijzen binnen het gezin

Artikel 60:

Vanaf 1 mei 2025 en vervolgens om de drie jaar wordt de prijs van de vrijstellingskaarten automatisch en van rechtswege geïndexeerd aan het indexcijfer van de consumptieprijzen. De nieuwe prijs resulteert uit de volgende formule: prijs vermenigvuldigd met de nieuwe index en gedeeld door de oorspronkelijke index. De nieuwe index is de consumentenprijsindex die geldt in de maand januari die aan de indexeringsdatum voorafgaat. De basisindex is de consumentenprijsindex voor januari 2023.

Het tarief dat voortvloeit uit de in de vorige alinea bedoelde berekening wordt naar beneden afgerond op de dichtstbijzijnde euro.

Afdeling 2 – Vrijstellingskaart "buurtbewoner"

Onderafdeling 1 - Begunstigden

Artikel 61:

De "bewonerskaart" is beschikbaar voor:

- personen ingeschreven in het bevolkingsregister of wachtregister van de betreffende gemeente. Bij inschrijving in het wachtregister van de gemeente wordt de bewonerskaart uitgereikt tegen het jaartarief maar voor een beperkte duur van 3 maanden. Indien de domiciliëring door de gemeente wordt aanvaard, wordt de geldigheid van de vrijstellingskaart verlengd met 9 maanden of een jaar en 9 maanden, mits extra betaling (tarief voor 2 jaar);
- personen die gedomicilieerd zijn in de gemeente en die over een voertuig beschikken dat is ingeschreven in het buitenland, gedurende de periode van aanvraag van een Belgische inschrijving. In dit geval wordt de bewonerskaart uitgereikt tegen het jaartarief maar voor een beperkte duur van 3 maanden. Indien de kentekenplaat daadwerkelijk ingeruild wordt, wordt de geldigheid van de vrijstellingskaart verlengd met 9 maanden of een jaar en 9 maanden, mits extra betaling (tarief voor 2 jaar);
- personen die een tweede verblijfplaats hebben in de betreffende gemeente;
- personen ingeschreven in het bevolkingsregister of het wachtregister van de betreffende gemeente en die een specifieke parkeerbehoefte hebben in het kader van een door Brussel Mobiliteit erkend autodeelsysteem voor particulieren. Het voertuig wordt gedeeld door minstens drie particulieren, van wie er minstens twee gedomicilieerd zijn in één of meerdere verschillende gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

- de Brusselse bewoners in de F. J. Navezstraat van nr. 60 tot 178 (de pare nummers), Stephensonstraat van nr. 2 tot 130 (de pare nummers) en de Paviljoenstraat nr. 2 en 4, Masuiplein van nr. 13 tot 18 en van 27 tot 34, Paleizenstraat van nr. 265 tot 279 (de onpare nummers).

Onderafdeling 2 - Aantal kaarten per gezin

Artikel 62:

Het aantal kaarten per gezin is beperkt tot twee.

Onderafdeling 2 - Prijs en geldigheidsduur van de "bewonerskaart"

Artikel 63:

De prijs en geldigheidsduur worden als volgt bepaald:

- Eerste vrijstellingskaart voor het gezin: 28 euro per jaar of 56 euro voor twee jaar;
- Tweede vrijstellingskaart voor het gezin: 120 euro per jaar of 240 euro voor twee jaar;
- In afwijking van artikel 57, kan in de periode tussen 14 augustus 2023 en 13 augustus 2024, een derde vrijstellingskaart per gezin worden verlengd voor een niet-verlengbare periode van één jaar: 250 euro per jaar;
- Voor personen met een tweede verblijf kan slechts één kaart worden uitgereikt voor: 500 euro voor 12 maanden;
- Het basistarief zal worden verhoogd met 120 euro bij een voertuig met een lengte van meer dan 4,9 m en voor kentekenplaten die beginnen met "Z". Er zal maximaal één kaart per gezin worden afgeleverd voor voertuigen van meer dan 4,9 m. In ieder geval, er zal geen bewonerskaart worden afgeleverd voor een bedrijfsvoertuig van meer dan 4,9 m waarvan de exploitatiezetel van het bedrijf niet op het grondgebied van Schaarbeek is gevestigd;
- In geval van wijziging van buitenlandse inschrijving in Belgische inschrijving: tarief afhankelijk van het aantal kaarten in het gezin;
- Het tarief voor voertuigen gedeeld door particulieren hangt af van het aantal kaarten in het gezin en van de tarieven die de gemeente heeft bepaald voor de sector(en) waarvoor de vrijstellingskaart wordt aangevraagd.

Onderafdeling 4 - Soorten zones waarin de vrijstellingskaart geldig is

Artikel 64:

De vrijstellingskaart "buurtbewoner" is geldig binnen de groene zone.

Sectoren waarin de kaart geldig is

Onderafdeling 5 - Sectoren waarin de kaart geldig is

Artikel 65:

De houders van een bewonerskaart mogen hun voertuig alleen parkeren binnen de grenzen van de sector(en) die aan hen werd(en) toegewezen. In Schaarbeek is de sector afgebakend als het hele grondgebied van de gemeente.

Onderafdeling 6 - Documenten die moeten worden voorgelegd voor het verkrijgen van een vrijstellingskaart

Artikel 66:

De aanvrager moet volgende documenten voorleggen:

- het inschrijvingsbewijs van het voertuig bij de DIV en het bewijs dat het voertuig is ingeschreven op zijn naam of dat hij er permanent over kan beschikken als hij niet de eigenaar is;
- voor een tussen particulieren gedeeld voertuig: het inschrijvingsbewijs van het voertuig bij de DIV en het bewijs van betaling van de aansluiting bij een gespecialiseerd platform voor autodelen tussen particulieren en de overeenkomst die de partijen betrokken bij het delen van het voertuig verbindt;
- voor leasevoertuigen: het bewijs van leasing dat de naam van de aanvrager uitdrukkelijk vermeldt;
- voor bedrijfsvoertuigen: een attest van het bedrijf dat aantoonst dat de aanvrager de enige gebruiker is;
- voor een voertuig op naam van een derde persoon, moet de aanvrager verplicht een kopie voorleggen van de verzekeringspolis waarop is vermeld dat hij de hoofdbestuurder van het voertuig is;
- desgevallend de identiteitskaart, of een volmacht met de identiteitskaart van de aanvrager in het geval deze zich niet persoonlijk aanbiedt. In dat geval moet de volmacht de naam vermelden van de persoon die zich aandient in de plaats van de verzoeker en het document waarvoor het verzoek wordt gedaan.

De lijst van voor te leggen documenten is te vinden op het aanvraagformulier voor de vrijstellingskaart.

Afdeling 3 – Vrijstellingskaart "professioneel"

Onderafdeling 1 - Begunstigden

Artikel 67:

Komen in aanmerking voor dit type kaart:

- Bedrijven en zelfstandigen gesitueerd op het grondgebied van Schaarbeek;
- Brusselse ondernemingen en zelfstandigen in de F. J. Navezstraat van nr. 60 tot 178 (de pare nummers), Stephensonstraat van nr. 2 tot 130 (de pare nummers) en de Paviljoenstraat nr. 2 en 4, Masuiplein van nr. 13 tot 18 en van 27 tot 34, Paleizenstraat van nr. 265 tot 279 (de onpare nummers);
- Onderwijsinstellingen en kinderdagverblijven gesitueerd op het grondgebied van Schaarbeek;
- Personeelsleden van de politiezones;
- Personeelsleden van de gemeente Schaarbeek.

Onderafdeling 2 – Prijs

Artikel 68:

De prijzen voor de kaarten voor bedrijven en zelfstandigen zijn als volgt:

Geldig tot	Lengte voertuig	Tarief volgens aantal kaarten			
		<i>1-5 kaarten</i>	<i>6-20 kaarten</i>	<i>21-30 kaarten</i>	<i>Bijkomende kaart</i>
18u	4,9 m en minder	200 euro	300 euro	600 euro	800 euro
	Meer dan 4,9 m	300 euro	500 euro	750 euro	850 euro

21u	4,9 m en minder	400 euro	600 euro	1200 euro	1600 euro
	Meer dan 4,9 m	600 euro	1000 euro	1500 euro	1700 euro

Artikel 69:

De prijs van de kaart voor onderwijsinstellingen, kinderdagverblijven en het Schaarbeekse gemeentepersoneel bedraagt 75 euro/jaar per sector.

Artikel 70:

De prijs voor de personeelsleden van de politiezones bedraagt 75 euro/jaar per sector.

Onderafdeling 3 - Soorten zones waarin de vrijstellingskaart geldig is

Artikel 71:

De vrijstellingskaart "professioneel" is geldig in de groene zone.

Onderafdeling 4 – Sectoren waarin de kaart geldig is

Artikel 72:

De houders van de vrijstellingskaart mogen hun voertuig alleen parkeren binnen de grenzen van de sector(en) die aan hen werd(en) toegewezen. In Schaarbeek is de sector afgebakend als het hele grondgebied van de gemeente.

Onderafdeling 5 - Indiening van de aanvraag

Artikel 73:

Het bedrijf, de zelfstandige, de onderwijsinstelling, het kinderdagverblijf, het gemeentebestuur of de politiezone stelt één verantwoordelijke aan om de vrijstellingskaarten af te halen bij het Agentschap.

Artikel 74:

Het bedrijf, de zelfstandige, de onderwijsinstelling, het kinderdagverblijf, het gemeentebestuur of de politiezone verdeelt de kaart onder het personeel volgens zijn eigen regels.

Onderafdeling 6 - Documenten die moeten worden voorgelegd voor het verkrijgen van de vrijstellingskaart

Artikel 75:

De lijst van voor te leggen documenten is te vinden op het aanvraagformulier voor de vrijstellingskaart.

Artikel 76:

In elk geval moet de aanvraag voor de vrijstellingskaart "professioneel" vergezeld zijn van een scholenvervoerplan of een bedrijfsvervoerplan, naargelang het geval, of een goedgekeurd equivalent daarvan.

Afdeling 4 – Vrijstellingskaart "bezoeker"

Onderafdeling 1 - Begunstigden

Artikel 77:

Kunnen genieten van de vrijstellingskaart "bezoeker", de bezoeker(s) van een gezin, een bedrijf of een zelfstandige. De code wordt steeds uitsluitend uitgereikt aan Schaarbeekse gezinnen, bedrijven of zelfstandigen, voor hun bezoekers.

Onderafdeling 2 – Prijs

Artikel 78:

De prijs van de vrijstellingskaart per voertuig bedraagt:

- 2,50 euro per parkeerperiode van 4u30;
- 5,00 euro per dag (van 9u tot 21u).

Onderafdeling 3 - Aantal perioden per gezin per jaar

Artikel 79:

Het aantal parkeeruren dat toegekend kan worden per jaar en per gezin of per professioneel bedraagt maximaal 450.

Onderafdeling 4 - Soorten reglementering waarin de vrijstellingskaart geldig is

Artikel 80:

De vrijstellingskaart "bezoeker" is geldig in de groene zone.

Onderafdeling 5 – Sectoren waarin de kaart geldig is

Artikel 81:

De kaart "bezoeker" is geldig binnen de grenzen van de parkeersector die eraan werd toegewezen. In Schaarbeek is de sector afgebakend als het hele grondgebied van de gemeente.

Artikel 82:

Gezinnen die een vrijstellingskaart "bewoner" hebben voor de betreffende gemeente ontvangen een bezoekerskaart voor dezelfde parkeersector als van hun bewonerskaart.

HOOFDSTUK II - VRIJSTELLINGSKAARTEN DIE UITSLUITEND DOOR HET PARKEERAGENTSCHAP WORDEN UITGEREIKT

Artikel 83:

De vrijstellingskaarten "zorgverlener van dringende medische hulp", "medische zorgverlener aan huis", "autodelen" en de kaart "professionelen" (geval specifiek voorzien in art. 84, §1, 2° van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, alsook van zijn latere wijzigingen) worden uitgereikt door het Parkeeragentschap volgens de modaliteiten en voorwaarden bepaald in de aanvraagformulieren voor de vrijstellingskaart.

HOOFDSTUK III - VRIJSTELLINGSKAART UITGEREIKT DOOR DE FOD SOCIALE ZEKERHEID

Artikel 84:

Onverminderd artikel 106 geldt de Europese parkeerkaart voor personen met een handicap als vrijstellingskaart, mits deze zichtbaar in het midden tegen de binnenkant van de voorruit is aangebracht.

Artikel 85:

De kaart is geldig in alle door het Gewest bepaalde parkeersectoren in de rode, oranje, grijze, blauwe, groene en "evenementen"-zones.

Artikel 86:

Het aanbrengen van de parkeerkaart voor personen met een handicap tegen de binnenkant van de voorruit geeft enkel recht op

vrijstelling wanneer gebruik gemaakt wordt van een van volgende bijkomende digitale modaliteiten:

1° de registratie van de kentekenplaat van het voertuig in de gedigitaliseerde lijst van vrijgestelde voertuigen die door het Parkeeragentschap wordt bijgehouden;

2° het verkrijgen van een gratis digitaal parkeerrecht voor elke parkeerbeurt van het voertuig door middel van de parkeerautomaat;

3° het verkrijgen van een gratis digitaal parkeerrecht voor elke parkeerbeurt van het voertuig door middel van ieder ander digitaal middel dat door het Parkeeragentschap ter beschikking wordt gesteld, zoals een app, sms of website.

TITEL IV - SLOTBEPALING

Artikel 87:

Het aangepast reglement treedt in werking op 14 augustus 2023.

Artikel 88:

Het gemeentecollege delegeert de praktische uitvoering van de aanvraagformulieren voor de vrijstellingskaarten aan het Agentschap.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 31 mei 2023.

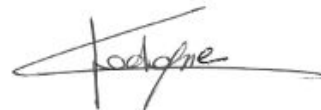
De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De wnd Burgemeester-Voorzitster,



Cécile JODOGNE